

Ouverture JRS 2026

Mesdames, Messieurs, en vos titres et qualités

Chers amis,

J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette traditionnelle Journée de Rentrée Sociale qui, une fois encore, se déroule dans les locaux de la Région BFC que je remercie particulièrement pour cette mise à disposition et son soutien. Merci à vous toutes et tous, élus, représentants des services de l'Etat et des Départements, partenaires et bien sûr adhérents d'être présents pour ce temps d'échange et de réflexion dans un contexte particulier de notre vie publique, je veux parler bien sûr de la période qui précède l'élection présidentielle et selon toute vraisemblance les législatives qui suivront.

Les années se suivent et, malheureusement, se ressemblent car les inquiétudes que nous formulions les années précédentes sont aujourd'hui devenues réalité pour nombre d'acteurs du secteur des Solidarités qui, quotidiennement, continuent d'œuvrer pour accueillir les plus vulnérables dans les meilleures conditions (pour mémoire cela représente en BFC le tiers des PA, près de 90 % des PH et des $\frac{3}{4}$ de l'enfance et des adultes en difficultés sociales).

Aussi ai-je de plus en plus l'impression de radoter : sans doute un effet de l'âge qui avance mais aussi plus sûrement la démonstration que le rôle des corps intermédiaires, comme d'ailleurs celui des managers, c'est « rabâcher, rabâcher et encore rabâcher ». Ainsi donc l'année dernière, j'annonçais ici même une année 2026 « incertaine et sombre » et la réalité ne m'a pas (oh combien !) démenti. En effet, si les acteurs associatifs ont encore chevillé au corps ce sens de l'intérêt général qui leur permet de continuer leurs missions, le contexte financier, de plus en plus contraint (taux d'actualisation limité, compensation incomplète ou illisible des mesures salariales, reprise des excédents et désengagement possible de certains cofinancements) et les tensions durables sur les RH, les amènent quelquefois à devoir refuser telle ou telle PEC ou à les assurer au prix d'une dégradation de la qualité des accompagnements.

Cette situation, d'une gravité inédite, doit être au cœur des débats qui s'ouvrent sur les budgets de l'Etat et de la SS, avant ceux de la présidentielle au printemps prochain, car nous ne pouvons plus accepter de compenser en silence l'affaiblissement des politiques publiques. Cela interroge également le modèle non lucratif dans la mesure où la reprise systématique des excédents prive les

associations de leur capacité à réinvestir dans leur objet social, tandis que l'avance de trésorerie démontre qu'elles agissent en véritables acteurs économiques, engageant leurs propres ressources au service de missions d'intérêt général.

C'est la démonstration que le système actuel ne favorise pas une bonne gestion et qu'il est nécessaire de le repenser tout en réaffirmant que c'est la solidarité nationale qui doit assurer le financement de la protection sociale dans un cadre pluriannuel qui se base sur une vision à long terme et le projet de société que nous souhaitons pour nous et nos enfants car, comme je le disais l'année dernière « sans vision d'ensemble et sans les moyens afférents, il est difficile d'en appréhender finement les conséquences concrètes et donc de se projeter avec confiance dans l'avenir ». Ce projet devra donc être coconstruit avec tous les acteurs, y compris les bénéficiaires et leurs accompagnants, pour qu'ils puissent prendre part effectivement aux décisions qui les concernent.

Je profite de l'occasion pour vous informer qu'en interne au réseau Uriopss, quelques Présidents ont engagé une réflexion sur les questions de gouvernance, de renouvellement des bénévoles et de valorisation de l'engagement associatif et souhaitent aller plus loin en créant un « Club des administrateurs ». A cette fin, il a été décidé, dans un premier temps, de diffuser aux administrateurs de nos adhérents un questionnaire visant à mieux les connaître et à recueillir leurs attentes. Je remercie les Présidents et les Directeurs de s'en saisir et d'inciter leurs instances à y répondre.

Enfin je pense que plutôt que de continuer à jongler avec l'inacceptable, les associations gagneraient à apprendre à dire non, à ne plus assurer les missions « coûte que coûte », à signifier ce qui n'est pas réalisable et à exposer clairement les conséquences des décisions prises par les financeurs. C'est le sens de l'action intersectorielle « Et si nous arrêtons vraiment ? » initiée par l'Interfédérale nationale qui aura lieu la semaine prochaine sur tout le territoire avec pour principale ambition de rendre visibles aux yeux de l'opinion publique et des décideurs les conséquences concrètes de l'absence d'investissements dans la solidarité.

Parce que l'heure est particulièrement critique et que le calendrier institutionnel s'y prête, il s'agit de réaffirmer notre attachement aux valeurs du secteur PNL, notamment l'accueil inconditionnel des plus vulnérables, tout en se montrant ouvert, mais sans naïveté ni complaisance, pour contribuer à la refonte de notre système de protection sociale.

Merci de votre attention

François Marti